

Notes de conférence

Cette année, nous devons livrer l'une des luttes les plus dures de notre vie : celle qui oppose les soins de santé publics aux soins de santé privés. Et les gens s'alignent des deux côtés de la clôture.

Nos adversaires sont coriaces – des entreprises aux coffres bien remplis et aux amis bien placés, des femmes et hommes politiques qui gouvernent selon leur idéologie plutôt que dans l'intérêt de la population et des forces internationales qui veulent ouvrir nos frontières à la commercialisation des soins de santé.

Mais, bien sûr, nous avons des alliés solides. Les Canadiennes et les Canadiens, et les membres du SCFP en particulier, ont eu un immense impact sur les consultations publiques présidées par Roy Romanow. Les gens ont exprimé leurs préoccupations par courriel, par la poste et par télécopieur, non seulement à M. Romanow, mais aussi à leurs élus et élus.

Les membres du SCFP ont signé des cartes postales, fait du porte à porte et participé à des rassemblements pour montrer leur détermination à protéger les soins de santé publics.

Pourquoi ? Parce que nous savons que nous avons beaucoup de chance d'avoir un système de santé aussi fort. Nous savons que nous devons saisir l'occasion au moment où le gouvernement fédéral envisage de faire des changements. Nous voulons être certains de pouvoir compter sur un système viable qui prendra soin de nous et de nos familles.

Il nous suffit de regarder autour de nous pour nous rappeler quelques-unes des raisons pour lesquelles nous devons nous préoccuper dès maintenant de ce qui arrivera à notre système de santé.

- Au sud de la frontière, 43 millions d'Américaines et d'Américains n'ont aucune assurance et 50 autres millions ont une assurance insuffisante.
- En Australie, selon le vérificateur général du pays, un hôpital privé a coûté 93 millions de dollars de plus que s'il avait été construit dans le cadre du système public.
- En Grande-Bretagne, les coûts ont grimpé avec la privatisation et les listes d'attente se sont allongées.
- L'année dernière, deux millions d'Américaines et Américains et leurs familles ont perdu leur assurance-santé à la suite de licenciements.

Ensuite, jetons un regard dans notre propre cour :

- Le coût des médicaments d'ordonnance au Canada a augmenté de trois fois et demi (344 pour cent) de 1985 à 2000.
- Six (6) millions de Canadiennes et de Canadiens ont une assurance-médicaments insuffisante.
- Les dépenses en assurance-santé privée au Canada ont augmenté d'une fois et demi (148,6 pour cent) entre 1988 et 1998.
- Et un rapport publié en mai par le Journal de l'Association médicale canadienne révélait que les taux de mortalité dans les hôpitaux à but lucratif sont considérablement plus élevés que dans les hôpitaux sans but lucratif. En fait, si le Canada choisissait la voie des hôpitaux privés, plus de 2 000 Canadiennes et Canadiens de plus mourraient chaque année.

Pour ces raisons, et beaucoup d'autres, nous devons agir sans tarder.

Nous pouvons exercer une influence sur la mise en place d'un véritable changement dans les soins de santé publics. Nous devons reconnaître nos défis et nous engager à les relever ensemble.

Le SCFP a donc fait des soins de santé publics sa priorité numéro un – dans chaque secteur, pour chaque membre, pour vous et votre famille.

Et nous ne commençons pas à zéro. Le SCFP joue depuis longtemps un rôle de chef de file dans le mouvement de protection et de consolidation des soins de santé publics au Canada.

- Nous avons été la principale opposition aux projets de privatisation dans toutes les provinces.
- Nous avons veillé à faire entendre la voix du peuple canadien dans le débat sur la réforme des soins de santé.
- Nous avons activement contribué à l'édification – à l'échelle locale, provinciale et nationale – d'une puissante coalition d'opposition à la privatisation des soins de santé.
- Nous avons mobilisé les travailleuses et les travailleurs de tout le pays pour les inciter à protéger et à élargir des soins de santé publics, universels, accessibles et à coût abordable.

Notre campagne entre dans une nouvelle phase. En effet, les gouvernements provinciaux de droite s'appêtent à privatiser de plus en plus de services et le gouvernement fédéral ne fait rien pour les en empêcher.

- En Ontario, des hôpitaux privés et des cliniques privées d'IRM et de TO voient le jour.
- En Colombie-Britannique, le gouvernement s'en prend aux conventions collectives, ferme des hôpitaux et des foyers de soins et licencie les travailleuses et les travailleurs de la santé.
- En Alberta, le gouvernement a approuvé un nouvel hôpital privé et accueille à bras ouverts les projets de 3P.
- Partout au pays, nous voyons des compressions et de la sous-traitance, la désassurance de services et un nombre croissant de services à but lucratif.

Tous les rapports étant maintenant déposés, nous devons intensifier notre pression sur les gouvernements fédéral et provinciaux afin qu'ils consolident rapidement le système public de soins de santé.

Le temps des études est terminé. Le temps d'agir est venu.

- Nous devons intensifier notre travail de campagne dans les mois qui viennent.
- Nous devons mobiliser chaque membre du syndicat, chaque citoyenne et citoyen qui compte sur les soins de santé.
- Ce n'est pas l'enjeu de quelqu'un d'autre – c'est notre enjeu – à chacune et chacun d'entre nous, nos collègues de travail, nos enfants, nos voisins, nos parents.
- Nous devons sensibiliser chaque travailleuse et travailleur de la santé aux menaces que font peser la sous-traitance, les licenciements et les conditions de travail médiocres sur notre système.
- La Colombie-Britannique nous a montré que les bonnes clauses de convention collective ne suffisent pas. Nous devons protéger ces clauses et élire des gouvernements qui respecteront nos conventions collectives.
- Nous devons faire comprendre à celles et ceux qui nous entourent qu'il ne suffit pas que le financement soit public – chaque service de santé doit aussi être offert par le secteur public.

Le SCFP met tout son poids derrière cette campagne pour protéger et élargir le système public de soins de santé.

- Nous devons toucher des milliers de personnes en très peu de temps.
- S'il existe un enjeu unificateur au pays, c'est bien celui de la santé.
- Nous devons plus que jamais nous serrer les coudes pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il prenne les bonnes décisions.
- Nous devons saisir **toutes** les occasions qui se présenteront de faire pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il mette en œuvre les changements nécessaires pour nous assurer les soins de qualité dont nous avons besoin.
- Nous devons utiliser **tous** les moyens à notre disposition pour faire pression sur le gouvernement – agir de toutes les façons possibles pour faire savoir à tous les paliers de gouvernement que nous prenons notre système public de soins de santé au sérieux.

Et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

- Nous nous sommes joints à d'autres afin de lancer une invitation urgente à agir pour la réforme et le renforcement des soins de santé publics.
- Nous devons travailler au niveau communautaire, dans toutes les collectivités du pays, à intensifier la pression sur nos députées et députés, tant fédéraux que provinciaux, afin qu'ils s'opposent aux soins de santé à but lucratif et exigent un financement accru en santé.
- Par conséquent, nous organiserons pour susciter l'appui des travailleuses et travailleurs aux moyens d'action entrepris pour sauver les soins de santé publics.
- Et, avec leur participation, nous jouerons un rôle actif dans les élections provinciales et fédérales et nous montrerons comme jamais notre force aux femmes et hommes politiques.
- Nous rencontrerons les employeurs pour leur faire savoir que nous sommes déterminés à protéger et à élargir les soins de santé publics et que nous nous opposerons à toute tentative visant à sous-traiter ou à privatiser les services.

Et tout cela ne se passera pas uniquement au SCFP.

- Par l'entremise du Congrès du travail du Canada, les syndicats de tout le pays mobilisent leurs membres pour maintenir la pression.
- Les citoyennes et les citoyens d'un bout à l'autre du pays travaillent ensemble à résister aux compressions imposées par le gouvernement et à la privatisation des services publics.
- Nous continuons d'édifier un front commun – un immense mouvement qui obligera le gouvernement à faire ce qu'il faut pour les soins de santé.

Comment pouvez-vous aider ?

- Parlez à vos collègues de travail, à vos amis et à vos voisins des raisons pour lesquelles ils doivent se préoccuper des soins de santé publics.
- Participez à une campagne de mobilisation dans votre section locale ou au travail.
- Prenez le temps d'appeler vos députées et députés pour leur faire part des raisons pour lesquelles les soins de santé vous préoccupent.
- Rendez-vous à leurs bureaux pour leur parler de vos préoccupations et de vos espoirs en matière de soins de santé.
- Assistez à un rassemblement dans votre collectivité en appui aux services publics.
- Écrivez une lettre à la rédaction de votre journal.

La liste est sans fin.

Au cours des prochaines semaines, nous mobiliserons les lieux de travail dans les collectivités et nous verrons de quelle façon nous pouvons exercer des pressions au niveau local.

Votre participation à cet effort est cruciale.

N'oubliez pas : cette lutte est votre lutte. Et, ensemble, nous pouvons la gagner.

hgb*siepb491
Révisé octobre 2003